

ASSEMBLÉE NATIONALE

7 octobre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° I-3176

présenté par

M. Jean-René Cazeneuve, rapporteur général au nom de la commission des finances, M. Mattei, M. Laqhila, M. Lecamp, Mme Perrine Goulet, M. Geismar, Mme Ferrari, Mme Babault, M. Balanant, Mme Bannier, M. Berta, M. Blanchet, M. Bolo, M. Bourlanges, Mme Brocard, M. Bru, M. Cosson, M. Croizier, M. Cubertafon, M. Daubié, Mme Desjonquères, M. Esquenet-Goxes, M. Falorni, Mme Folest, M. Fuchs, Mme Gatel, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Jacquier-Laforge, Mme Josso, M. Lainé, Mme Lasserre, M. Latombe, Mme Lingemann, Mme Luquet, M. Mandon, M. Martineau, Mme Mette, M. Millienne, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois, Mme Vichnievsky, M. Philippe Vigier et M. Zgainski

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 4 , insérer l'article suivant:**

I. – Le I de l'article 219 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le a est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les sociétés à prépondérance immobilière ne peuvent toutefois pas prétendre au bénéfice de la présente imposition séparée au taux de 15 % . » ;

2° Au premier alinéa du b, le montant : « 38 120 € » est remplacé par le montant : « 40 180 € » ;

3° À la dernière phrase du f, le montant : « 38 120 € » est remplacé par le montant : « 40 180 € ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Depuis le 1^{er} janvier 2002, certaines sociétés bénéficient dans la limite de 38 120 € d'un taux d'IS à 15 %. Le bénéfice de ce taux réduit est soumis à de nombreuses conditions :

- Capital social libéré à la clôture de l'exercice ;
- CA HT égal ou inférieur à 10 M€ HT (7,63 M€ HT avant 2021) ;
- Détention à 75 % minimum par des personnes physiques ou des sociétés n'ayant pas la qualité de société mère.

Si le plafond de CA a évolué – la dernière fois dans la LFI pour 2021 pour atteindre 10 M€HT –, le montant maximum de bénéfices imposés à 15 % n'a pas évolué depuis la création de ce taux réduit. L'inflation cumulée depuis 2002 étant de 38,1 %, une indexation de ce montant aurait ainsi conduit à porter ce plafond à 52 711 €.

Les députés démocrates souhaitent soutenir le développement des petites et moyennes entreprises de notre pays en portant le plafond de ce taux réduit à 40 180 euros. Afin de recentrer ce dispositif sur l'économie productive, le présent amendement vise aussi à exclure les sociétés à prépondérance immobilière.